

Conférence-débat sur :

Le 24 avril 1990- 24 avril 2019 : 29 ans de processus de démocratisation de la RDC ; what next ?

Les mouvements citoyens en RDC : importance et apport : Par Bienvenu Matumo ; militant de LUCHA

Avant d'entrer dans le vif du sujet ; il est essentiel de définir qu'est-ce qu'un mouvement citoyen « MC » : un mouvement citoyen est un regroupement civique qui mobilise la population et implémente des actions collectives en vue de la défense de leurs intérêts communs au-delà de toute considération d'ordres sectaires¹. Cela veut dire que les actions/activités menées par les mouvements citoyens sont non-partisanes et répondent à la logique de soulever les aspirations de la communauté longtemps abandonnées par les dirigeants.

Le mot « démocratisation » domine les discours scientifiques, politiques et culturels depuis les années 1990 après l'échec des partis-États issus de la guerre froide après les indépendances. Ce processus visait à décentraliser et dépouiller l'État de certaines charges et fonctions publiques. Cela se traduisait par l'ouverture de l'espace politique en proclamant le multipartisme et pluralisme politique. Le président MOBUTU contraint de lâcher sous pression interne et externe en s'exclamant : « comprenez mon émotion ». En d'autres termes, des nouveaux acteurs font leur entrée dans les arènes politiques et leurs voix commencent à être entendues -les organisations de la société civile- afin de participer activement à la gouvernance.

En 2012, la LUCHA est lancée à Goma comme une forme renouvelée des OSC et se propose de poursuivre les objectifs suivants :

- La justice sociale et
- La dignité humaine afin de construire le Congo-Nouveau (le rêve de PE LUMUMBA). Notons que rapidement, LUCHA a inspiré d'autres jeunes et ont créé des mouvements citoyens similaires.

Le processus de démocratisation de la RDC qui peine à évoluer est bloqué par les initiateurs de l'apartheid socio-politique et économique (les prédateurs de la démocratie). Les manifestations des mouvements contre les pratiques de dictatures en sont révélatrices (répressions sanglantes des actions non-violentes). Les MC ont travaillé sur la conscientisation civique d'un peuple et à l'éveil de la conscience collective autour d'un thème central et fédérateur du « respect de la constitution et de lois » depuis 4 ans. Cette mobilisation de consciences a permis aux citoyens de participer aux diverses actions non-violentes pour exiger la non-révision de la loi électorale en 2015, la non-révision de la constitution en 2016, contre le glissement infini en 2017 et pour la tenue effective des élections générales du 30 décembre 2018 et par conséquent du départ de Joseph Kabila du fauteuil présidentiel.

¹Manuel de LUCHOLOGIE de LUCHA.

En effet, la LUCHA et d'autres MC ont depuis 2016 dénoncé le processus électoral vicieux, tronqué et corrompu, et donc les résultats ne devraient qu'être corrompus et fabriqués. Pire encore, la CENI se refuse volontairement de publier les procès-verbaux bureau par bureau de vote afin de rassurer les candidats perdants et d'apaiser les électeurs d'une part, et de renforcer la légitimité du vainqueur vis-à-vis des citoyens d'autre part. Si cette obligation légale n'a pas été respectée par la CENI, les acteurs de ce processus restent inquiets quant à la volonté de contribuer à la démocratisation du pays par le truchement de la tenue des élections crédibles, transparentes et ouvertes. Ces élections, me semble-il, constituent un oxygène à tout processus démocratique. Comment, cette démocratisation peut-elle être effective lorsque les élections ne sont pas rassurantes ?

En outre, la LUCHA a décidé de prendre acte de faux résultats² publiés par la CENI et confirmés par la cour constitutionnelle de la RDC. Cette prise de position trouve son fondement dans la volonté des militants de rebondir et revenir sur leurs causes sociales qui sont à la source de son existence d'une part, et de pouvoir se mobiliser davantage dans l'éducation civique et citoyenne d'autre part. Par-là, entendez que la LUCHA va exercer un contrôle citoyen des actions des nouvelles autorités à travers un baromètre dénommé Fatshimetric. A ce titre, la LUCHA attend participer à la gouvernance locale. Ce contrôle enracine le diptyque **exigeabilité-rédévabilité** des citoyens et des gouvernants respectivement. Conscients que le système d'apartheid est renforcé par cet électoralisme prédateur³, les militants de LUCHA se proposent de créer un nouveau système : le CONGO-NOUVEAU porté par les valeurs fondatrices d'une nation forte, libre, prospère et unie au centre de l'Afrique qui grâce aux nombreuses et gigantesques ressources naturelles et énergétiques du pays, les citoyens congolais puissent avoir accès aux services publics de proximité et de qualité : l'eau, le logement, l'éducation, la santé, les infrastructures de mobilité et de transport, l'énergie, l'emploi décent, etc.

En résumé, l'importance des MC se démontre à travers les actions d'éveil de la conscience collective des congolais, c'est-à-dire qu'on cesse d'être une population mais l'on devient « peuple ». Et ce mouvement doit s'inscrire sur le long terme afin d'atteindre plus de congolais engagés et déterminés à défendre leurs droits et obligations à quelle échelle que ce soit de la gouvernance territoriale. L'apport des MC n'est plus à chercher étant donné que ces derniers ont été au front pour le respect de la constitution et au centre du processus de contestation depuis 3 ans. Nombreux de ses militants ont été arrêtés injustement, torturés, intimidés, tués et

²Le rapport de la CENCO a démontré que les résultats de la CENI ne correspondent pas à la vérité des urnes. Et cela peut se justifier par le fait que la CENI n'a jamais publié les PV sur son site internet.

³Les citoyens veulent entrer dans le système pour aller se retrouver à la mangeoire en renforçant l'apartheid socio-politique et économique maintenu par une certaine élite détournée. A la place se servir le peuple en réduisant la misère et homogénéiser le socio-politique et économique des habitants et citoyens. Ce système a bouffé les gens de la société civile qui l'avaient intégré : l'exemple est de BAHATI LUKWEBO, Pierre LUMBI, etc.

même forcés à vivre en exil. Ils sont à cet effet, partenaires si pas, les artistes de l'alternance au pouvoir en RDC.

La démocratisation de la RDC qui a été bloquée par le régime de Joseph KABILA doit se réinventer et se repenser par les nouveaux dirigeants afin que la RDC devienne un pays démocratique dans lequel les principes de libertés publiques, d'un État de droit, de justice sont respectés et mis en application dans une dynamique de perpétuelle remise en cause et de renouvellement des institutions et de ses animateurs au travers les élections justes, ouvertes et transparentes.